

Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)

Etablissement Public de l'Etat à caractère administratif

73 avenue de Paris

94160 Saint-Mandé

Code T.V.A. de l'IGN : FR18180067019

Représenté par M. Sébastien SORIANO, Directeur général de l'IGN,
nommé par décret du 3 janvier 2025 (JORF n°0003 du 4 janvier 2025)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

GBM 26007

Prestations de services postaux pour l'ensemble des sites de l'IGN

Procédure adaptée

Articles L2123-1, R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique

Service responsable de la passation du marché :

Secrétariat Général
Service des Achats et des Marchés
Département des marchés
73 avenue de Paris
94165 Saint-Mandé CEDEX

Le présent document comporte 17 feuillets numérotés de 1 à 17.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 – MODE DE PASSATION, FORME ET ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 5 – NATURE DES PRESTATIONS	5
5.1 Affranchissement, collecte, remise, boîte postale et acheminement de plis, transmission du courrier interne par sacoche inter-sites	5
❖ <i>Collecte et remise du courrier pour l'ensemble des sites :</i>	5
❖ <i>Affranchissement de plis et courriers</i>	6
❖ <i>Transmission du courrier interne par sacoche inter-sites</i>	6
❖ <i>Choix du mode d'affranchissement et d'expédition</i>	6
❖ <i>Exclusions</i>	6
❖ <i>Prestations régulières d'acheminement et de distribution</i>	6
5.2 Achat d'enveloppes préaffranchies avec suivi	7
ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
6.1 Mise en œuvre de la prestation	7
6.2 Obligations du titulaire	7
6.3 Remise des bacs, sacs ou saches servant au transport	8
6.4 Accès aux sites	8
6.5 Relevé des transactions	8
6.6 Commandes	8
6.7 Délais d'acheminement et d'expédition du courrier	8
6.8 Dépassement des délais	8
6.9 Opérations de vérification et suivi des prestations	9
ARTICLE 7 – DEVELOPPEMENT DURABLE	9
ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 9 – PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	10
9.1 Prix	10
9.2 Conditions de paiement	11

ARTICLE 10 – MODIFICATION DU MARCHE	13
ARTICLE 11 – CORRESPONDANTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS.....	13
ARTICLE 12 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	14
ARTICLE 13 – DONNEES PERSONNELLES - RGPD.....	14
ARTICLE 14 – ASSURANCES.....	14
14.1 Responsabilité civile	14
14.2 Assurance marchandise	14
ARTICLE 15 – PENALITES	15
15.1 Pénalités pour retard.....	15
15.2 Modalités d’application des pénalités	15
ARTICLE 16 – DIFFERENDS ET LITIGES	15
ARTICLE 17 – RESILIATION	16
17.1 Résiliation pour faute du titulaire.....	16
17.2 Résiliation sans faute du titulaire	16
ARTICLE 18 – LANGUE DU MARCHE	17
ARTICLE 19 – NORMES.....	17
ARTICLE 20 – LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	17

CONTEXTE

La gestion des expéditions est assurée par le service de l'immobilier et de la logistique dépendant du Secrétariat Général (SG) de l'IGN. Il gère l'ensemble des expéditions de l'IGN réparties sur 11 sites (annexe1 au CCP) dont le plus important est celui de Saint-Mandé (94).

Les sites IGN sont susceptibles d'évoluer pendant toute la durée du marché.

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les prestations de collecte, remise, affranchissement, acheminement et distribution de courrier ainsi que la fourniture d'enveloppes préaffranchies pour l'ensemble des sites IGN.

ARTICLE 2 – MODE DE PASSATION, FORME ET ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ

Ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques au sens de l'article R2123-1 (3°) du Code de la commande publique, le présent marché est passé selon la procédure adaptée dans les conditions prévues aux articles R2123-1 à R2123-7 du code susmentionné.

Il s'agit d'un marché public de services postaux.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un marché à bons de commande.

Le marché est conclu sans montant minimum ni maximum. Le prix des prestations a néanmoins été estimé aux environs de 200 000€ HT sur toute la durée du marché.

Le marché ne fait pas l'objet d'un allotissement. La dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement difficile l'exécution de la prestation.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. **L'Acte d'Engagement (formulaire ATTR11)** et ses annexes financières :
 - Annexe 1.1 « Tarifs prestations de collecte, de remise, d'affranchissement, d'acheminement et de distribution de courrier »
 - Annexe 1.2 « Devis-type collecte-distribution (devis 1 à 5) »
 - Annexe 1.3 « Horaire et prix de la remise et/ou de la collecte »
 - Annexe 1.4 « Tarif et poids des sacoches inter-sites »
 - Annexe 1.5 « Devis-type achat d'enveloppes préaffranchies avec suivi »
 - Annexe 1.6 « Frais supplémentaires éventuels »

dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi ;

2. Le présent **Cahier des Clauses Particulières (CCP)** et ses annexes :

Annexe 1 « Liste des sites concernés »

Annexe 2 « Estimation du volume en quantité des expéditions »

dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi ;

3. Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021 ; bien que non matériellement joint au présent dossier, ce document est réputé connu du prestataire, restant entendu que les pièces particulières prévalent sur les pièces générales en cas de contradiction ;
4. L'offre technique du titulaire ;
5. Le barème du titulaire appliqué à l'ensemble de la clientèle ;
6. Les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire sur ses tarifs ou au dos de ses factures et contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une période initiale de 12 mois. Il est ensuite renouvelable par reconduction tacite pour trois nouvelles périodes de 12 mois chacune. La durée totale du marché ne pourra pas dépasser 48 mois.

En cas de non reconduction, l'IGN informe le titulaire trois mois au moins avant l'échéance de la période en cours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La date prévisionnelle de notification du marché est prévue début avril 2026.

ARTICLE 5 – NATURE DES PRESTATIONS

5.1 Affranchissement, collecte, remise, boîte postale et acheminement de plis, transmission du courrier interne par sacoche inter-sites

❖ *Prestation générale*

Le site de Saint-Mandé dispose d'un bureau du courrier qui affranchit ses courriers via une machine à affranchir agréée par la Poste Française. Les autres sites ont tous recours à une prestation d'affranchissement réalisée par le titulaire le jour même de la collecte en fonction des indications données par l'IGN (courriers prioritaires, économiques, recommandés, suivis,...).

❖ *Collecte et remise du courrier pour l'ensemble des sites :*

- Fréquence quotidienne les jours ouvrés (hormis 5 jours de RTT par an dont les dates seront communiquées annuellement au prestataire).
- Selon les sites, les collectes et remises du courrier peuvent avoir lieu à la même heure (simultanément) ou à des horaires différents (voir l'annexe 1 du CCP).
- Prix par site proposés par le prestataire à l'annexe 1.1 à l'acte d'engagement.

❖ ***Affranchissement de plis et courriers***

Les types d'envois sont les suivants :

- Plis uniques/individuels (le contenu des plis ainsi que le format et de poids sont différents) à destination de la France métropolitaine, de l'Outre-mer et de l'international
- Plis en nombre (dépôt simultané d'un nombre de plis de dimensions et de poids identique) à destination de la France.
- Plis avec traçabilité avec ou sans signature du destinataire et/ou avec assurance ou sans assurance
- Poids maximum d'un pli ou courrier 3 kg

❖ ***Transmission du courrier interne par sacoche inter-sites***

- Transmission du courrier interne par un système de saches sécurisé répondant aux critères :
 - Collecte et destination vers tous les sites : voir annexe 1 du CCP
 - Poids, prix et délais d'acheminement proposés par le prestataire à l'annexe 1.4

❖ ***Choix du mode d'affranchissement et d'expédition***

Le choix du degré de priorité de l'envoi relève de la responsabilité de l'IGN. L'IGN est libre de choisir dans la gamme du titulaire le produit adapté à son besoin. De plus, l'IGN peut décider en fonction de ses besoins, que ses envois soient acheminés et distribués par transporteur (messagerie ou express) ou courrier plutôt que par le titulaire du présent marché.

❖ ***Exclusions***

Sont exclues les opérations :

- De routage
- L'envoi express de plis
- Les prestations d'acheminement et de distribution d'objets ou colis volumineux.
- Les courses urbaines

❖ ***Prestations régulières d'acheminement et de distribution***

Le titulaire devra acheminer et distribuer les envois postaux de l'IGN par tous les moyens (route, train, avion...) et :

- A tous types de destinataires (particulier, entreprise, administration...)
- dans les zones urbaines comme rurales avec obligation pour la France de distribuer dans l'intégralité des communes françaises, y compris dans les départements et régions d'outre-mer et dans les hameaux isolés,

- dans les délais d'acheminement indiqué à l'annexe 1.1 à l'acte d'engagement
- depuis les sites de l'IGN vers les boîtes aux lettres du destinataire et parfois en main propre (remise contre signature)
- pour des plis de format, de poids ou de contenu différents et de la présentation des adresses (adresse manuscrite, étiquette mentionnant l'adresse, impression de l'adresse sur l'enveloppe...)

5.2 Achat d'enveloppes préaffranchies avec suivi

Le titulaire doit être en capacité de fournir à l'IGN des enveloppes pré-affranchies pour des envois de 20g à 3000g pendant toute la durée du marché.

ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Pour toute la durée du marché, le prestataire désigne un interlocuteur unique pour le site de Saint-Mandé et tous les autres sites qui sera chargé de la bonne réalisation des prestations.

6.1 Mise en œuvre de la prestation

Le délai de mise en œuvre de la prestation est celui proposé par le prestataire du marché. Ce délai ne saurait excéder 15 jours à compter de la notification du marché.

6.2 Obligations du titulaire

- Le titulaire doit être en mesure de réaliser les prestations d'affranchissement, d'acheminement, de distribution toute l'année du lundi au vendredi sauf dans les cas suivants :
 - jours fériés,
 - Jours de fermeture exceptionnelle de l'IGN (en général, 5 jours par an), les dates seront communiquées annuellement au prestataire.
- Le titulaire devra fournir une solution via internet permettant de suivre l'état et la position des courriers avec traçabilité, de la prise en charge jusqu'à la distribution au destinataire. Le titulaire détaillera dans son mémoire technique les caractéristiques du portail de suivi des courriers.
- Le titulaire devra fournir une solution via internet pour télécharger tous les envois pour chaque site.
- Quel que soit le site, le titulaire remettra à l'IGN une preuve de dépôt pour les courriers contre signature.
- Le titulaire mettra à disposition pour la collecte ou la remise du courrier des bacs, des sacs ou des sacoches afin de le conditionner.
- Le titulaire devra restituer les plis non distribués ou refusés.

6.3 Remise des bacs, sacs ou sacoches servant au transport

Le titulaire remet à l'IGN les matériels (bacs, sacs, sacoches) fournis par le gestionnaire des courriers qui sont nécessaires au conditionnement des envois postaux. Ces matériels doivent être remis en nombre suffisant et de manière à ne pas gêner ou retarder l'acheminement et la distribution du courrier.

Les matériels remis par le titulaire restent sa propriété et seront entièrement restitués à la fin du présent marché. Le prix de la prestation de remise des matériels est inclus dans le prix des prestations de remise et de collecte régulières.

6.4 Accès aux sites

Le personnel du titulaire devra se conformer au règlement intérieur ainsi qu'aux procédures d'habilitation relatives à l'accès aux établissements à régime restrictif.

Le stationnement dans les emprises de l'IGN est négocié avec le responsable du site IGN en respectant le règlement de circulation en vigueur pour les différents sites de l'IGN énumérés à l'annexe 1 au C.C.P.

6.5 Relevé des transactions

Afin de permettre à l'IGN d'assurer sa mission de suivi, le prestataire fournira Fournira, avant le 10 de chaque mois, un relevé mensuel détaillé par site au service immobilier et logistique.

Ce relevé peut être transmis soit par voie électronique soit par voie postale.

6.6 Commandes

Les commandes concernant les plis et sacoches inter-sites sont établies au fur et à mesure des envois, soit par la machine à affranchir, soit par le site internet du prestataire ou soit au moyen de bordereaux d'expédition.

Les commandes concernant les enveloppes pré-affranchies seront réalisées par un bon de commande en fonction du besoin.

Le prestataire s'engage à mettre en œuvre, avant le début d'exécution des prestations, une procédure de secours permettant de passer des commandes d'affranchissement en cas de dysfonctionnement du site internet et/ou de la machine à affranchir de Saint-Mandé.

6.7 Délais d'acheminement et d'expédition du courrier

Les délais d'acheminement ou d'expédition seront ceux que le titulaire aura indiqués dans les annexes.

6.8 Dépassement des délais

- Si le titulaire ne respecte pas les horaires de collecte et/ou de remise, il encourt des pénalités de retard telles que prévues à l'article 15 du présent CCP.

- En cas de dépassement du délai d'acheminement des plis entre leur enlèvement et la livraison au destinataire, hormis dans un cas de force majeure dûment justifié, l'IGN appliquera les pénalités de retard prévues à l'article 15 du présent CCP.
- Si la date de livraison portée sur la commande (pour les enveloppes pré-affranchies) ne peut être respectée, le titulaire doit, dès qu'il en a connaissance, en avertir l'IGN.

6.9 Opérations de vérification et suivi des prestations

Suivi de l'enlèvement :

Les informations indiquant la date et l'heure de l'enlèvement seront saisies dans le système d'échange informatique lorsque celui-ci est prévu.

OU

Les bordereaux d'expédition seront signés par la personne habilitée de l'IGN et par le préposé habilité par le titulaire et seront conservés par le titulaire ; l'IGN en conservant une copie.

Suivi de la remise :

Sauf lorsque cela n'est pas demandé, les informations indiquant la date, l'heure et une preuve de la remise au client (signature) seront saisies dans le système d'échange informatique lorsque celui-ci est prévu.

OU

Le titulaire fait parvenir à l'IGN, une preuve de remise, signée du destinataire de l'envoi, attestant de la date et de l'heure de livraison.

ARTICLE 7 – DEVELOPPEMENT DURABLE

Le titulaire est tenu au respect de la clause environnementale générale fixée à l'article 16.2 du CCAG-FCS.

ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE

Les obligations du présent document s'appliquent intégralement aux sous-traitants, le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Conformément à l'article L2193-3 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, à condition d'avoir obtenu préalablement :

- du RSCS de l'IGN l'approbation de chaque sous-traitant,
- du département des marchés publics de l'IGN l'agrément de leurs conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent alors faire l'objet d'un acte spécial signé du sous-traitant, du titulaire et de l'IGN. Cet acte spécial peut être présenté sous la forme d'un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance disponible à l'adresse suivante <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>

Chaque sous-traitant déclaré en cours d'exécution du marché devra obtenir l'acceptation de l'IGN et l'agrément de ses conditions de paiement ; le titulaire devra faire parvenir sa demande par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Il devra indiquer sur sa déclaration :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom et l'adresse du sous-traitant proposé avec les agréments aéronautiques détenus,
- le montant maximum à verser au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues, y compris, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- le droit ou non du sous-traitant au paiement direct (pour rappel, tout sous-traitant qui intervient dans un marché public pour un montant supérieur à 600 € TTC doit être payé directement par l'IGN),
- en cas de paiement direct du sous-traitant par l'IGN, le souhait du sous-traitant de bénéficier ou non de l'avance prévue au marché public,
- la déclaration qu'aucune cession ou nantissement des créances du marché public ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant,
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie,
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La présentation de ces renseignements à l'IGN peut être effectuée par tout moyen permettant d'identifier de manière certaine la date et l'heure de réception.

La présentation des renseignements n'emporte pas automatiquement l'acceptation du sous-traitant et de ses conditions de paiement : l'IGN est libre de le refuser, s'il motive sa décision.

Toutefois, le silence de l'IGN pendant plus de 21 jours après la réception de la déclaration de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant.

Attention : si le titulaire du marché a conclu un contrat de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, il doit s'assurer, tous les 6 mois et jusqu'à la fin du contrat, que son sous-traitant s'acquitte bien de ses obligations déclaratives (fourniture des déclarations d'activité et d'emploi salarié) et du paiement des cotisations et contributions sociales, en lui demandant de lui fournir une attestation de vigilance.

ARTICLE 9 – PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

9.1 Prix

■ Nature des prix

Le marché est conclu à prix unitaires et ajustables par référence au barème du titulaire.
La remise commerciale accordée à l'IGN reste intangible pendant toute la durée du marché.

■ Contenu des prix

La monnaie de référence du marché est l'euro. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- tous les frais correspondant à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des prestations dans les règles de l'art ;
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ Variation des prix

Les prix sont fermes durant la première année du marché. En cas de renouvellement, ils seront ajustables par référence au barème du titulaire.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, soit **MARS 2026**.

Le barème du titulaire est celui appliqué à l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire est tenu de communiquer son barème chaque année à l'IGN dans un délai minimum de 30 jours calendaires avant la date d'entrée en vigueur des nouveaux tarifs. La remise commerciale accordée à l'IGN pour chaque prestation vient en déduction du nouveau barème. A défaut d'information, le paiement des prestations s'effectuera sur la base des anciens prix qui seront reconduits jusqu'à réception et acceptation par l'IGN des nouveaux prix. Ces nouveaux prix seront alors appliqués, sans rétroactivité.

L'outil de gestion informatisé mis à la disposition de l'IGN doit également être mis à jour à compter de la date d'effet des nouveaux prix applicables.

Clause butoir : Sauf accord préalable de l'IGN, l'évolution du prix des prestations ne saurait en aucun cas conduire à une augmentation moyenne annuelle supérieure à 5 %.

Clause de sauvegarde : En cas de dépassement du pourcentage de la clause butoir, et par dérogation au Chapitre 7 du CCAG/FCS, l'IGN se réserve le droit de résilier le présent marché sans indemnités ou d'engager des négociations avec le titulaire notamment en ce qui concerne le(s) taux de remise appliqué(s) sur l'ensemble des prestations.

9.2 Conditions de paiement

■ Facturation

La remise de la demande de paiement interviendra après l'admission des prestations.

Les factures afférentes aux paiements portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro SIRET de l'IGN : 18006701900430,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,
- la référence du service IGN qui assure la réception de la commande,
- la date d'émission de la facture,
- les coordonnées bancaires du titulaire,
- le détail des prestations exécutées,
- le montant hors taxes,
- le montant et le taux de la TVA,
- le montant total toutes taxes comprises,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'IGN. Le paiement s'effectue par virement.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est l'ordonnateur de l'IGN.

■ Dépôt de la facture sur Chorus Pro

En application du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures émises à l'encontre de l'IGN doivent être déposées sur le portail Chorus Pro. Cette obligation s'applique à toutes les entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020.

Une documentation relative au fonctionnement de la plateforme Chorus Pro est consultable à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de l'IGN sur Chorus Pro sont :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,

Ces références sont indiquées sur le bon de commande transmis par l'IGN.

Il est précisé que l'IGN n'utilise pas de n° service exécutant dans Chorus Pro.

Toute question relative à la facturation ou au paiement doit être adressée au service facturier de l'Agence comptable de l'IGN (tél. 01 43 98 83 11 ; courriel : service.facturier@ign.fr).

■ Délai de paiement

Le délai de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

■ Intérêts moratoires

Dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est fixé par voie réglementaire.

Conformément aux dispositions de l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

S'ajoute à ces intérêts, une indemnité forfaitaire destinée à compenser les frais de recouvrement supportés par le titulaire du marché. Cette indemnité est fixée à 40 € selon l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

■ Avance

Sauf renonciation du titulaire dans l'acte d'engagement, le présent marché ouvre droit au paiement d'une avance dans les conditions prévues aux articles L 2191-2, R2191-3 à R2191-10 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé selon l'option A prévue à l'article 11 du CCAG-FCS.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 20%.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé par le taux minimal prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

■ Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une retenue de garantie.

■ Financement

Le marché est financé sur les ressources de l'IGN constituées d'une dotation de l'État et de recettes d'activités.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DU MARCHÉ

Le présent contrat peut être modifié dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG-FCS « clause de réexamen ».

Toute modification du contrat fera l'objet d'une discussion entre les parties et sera formalisée par un avenant.

ARTICLE 11 – CORRESPONDANTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS

A compter de la notification du marché, le titulaire désigne le nom et les coordonnées professionnelles de la (ou des) personne(s) chargée(s) de conduire et de diriger l'exécution des prestations en son nom.

Le suivi technique IGN du marché est assuré par le Service de l'immobilier et de la logistique (SILOG).

Le suivi administratif IGN du marché est assuré par le Département des marchés (courriel : marches-publics@ign.fr).

Le titulaire doit informer l'IGN, dans les plus brefs délais, des changements affectant son organisation, et en particulier des coordonnées des personnes chargées du suivi d'exécution du marché. Cette obligation incombe également à l'IGN.

ARTICLE 12 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Tant pendant le cours du présent marché qu'après son expiration, et pour quelque cause que ce soit, les parties contractantes s'engagent à ne pas divulguer les documents ou renseignements techniques, financiers ou commerciaux obtenus à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Toute divulgation de renseignements de cette nature doit faire l'objet d'un accord exprès préalable de l'IGN ou du titulaire.

Le titulaire et l'IGN s'engagent à prendre les mesures nécessaires et appropriées, y compris auprès de leurs propres personnels, pour faire respecter les dispositions qui précèdent.

ARTICLE 13 – DONNEES PERSONNELLES - RGPD

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018. Le règlement général sur la protection des données – RGPD est accessible via le lien URL suivant : <https://cnpd.public.lu/fr/legislation/droit-europ/union-europeenne/rgpd.html>

Le titulaire est informé des exigences légales qui s'imposent aux « responsables de traitement » et aux « sous-traitants » au sens de la législation précitée, du caractère essentiel que revêt la conformité des services objets du présent marché à la réglementation relative à la protection des données personnelles.

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement uniquement les données à caractère personnel adéquates et strictement nécessaires à l'accomplissement des missions prévues au marché. La nature des opérations réalisées sur les données ainsi que la ou les finalité(s) du traitement sont exclusivement liées à l'objet du marché.

ARTICLE 14 – ASSURANCES

14.1 Responsabilité civile

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'IGN et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14.2 Assurance marchandise

Le prestataire garantit à l'IGN la prise en charge de l'intégralité des plis qui lui sont confiés. Une assurance marchandise "standard" pour perte ou avarie est de ce fait intégrée au présent marché sans coût supplémentaire. Le titulaire renseignera l'IGN sur les conditions du contrat et notamment sur les barèmes d'indemnisation.

A titre très exceptionnel, l'IGN pourrait avoir recours à l'expédition de colis. Le titulaire doit être en mesure de proposer une assurance ad valorem avec une couverture d'indemnisation complémentaire. L'IGN se

réserve le droit d'y souscrire ou pas et ce, à n'importe quelle période de l'année durant la validité du marché.

ARTICLE 15 – PENALITES

15.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, tout retard imputable au titulaire entraînera l'application par l'IGN de pénalités calculées selon les modalités suivantes :

Pénalités en cas de dépassement de collecte et d'affranchissement :

- une journée de retard par rapport aux délais annoncés à l'annexe 1.2 à l'acte d'engagement : le titulaire remboursera **10 %** de la prestation à l'IGN,
- deux journées de retard par rapport aux délais annoncés à l'annexe 1.2 à l'acte d'engagement : le titulaire remboursera **20 %** de la prestation à l'IGN,
- plus de deux journées de retard par rapport aux délais annoncés à l'annexe 1.2 à l'acte d'engagement : le titulaire remboursera **50 %** de la prestation à l'IGN.

Pénalités en cas de dépassement du délai de livraison :

Si le délai de livraison fixé sur le bon de commande pour chaque fourniture n'est pas respecté, conformément aux annexes 2.1 de l'acte de l'engagement, le titulaire encourt une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 500$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = le montant de la commande ;

R = le nombre de jours ouvrables de retard.

15.2 Modalités d'application des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS relatif au seuil d'exonération, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Les pénalités viendront en déduction de la facture à régler au prestataire, dans le respect du principe du contradictoire énoncé à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 16 – DIFFERENDS ET LITIGES

■ Règlement à l'amiable des litiges

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>, au Comité consultatif de règlement amiable des différends compétent (articles R2197-1 à D2197-22 du Code de la commande publique) ou à la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités – DREETS <http://dreets.gouv.fr>

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE 17 – RESILIATION

17.1 Résiliation pour faute du titulaire

L'IGN peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas mentionnés à l'article 41 du CCAG-FCS.

L'IGN pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, en cas de résiliation du contrat prononcée aux torts du titulaire. Dans ce cas, le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales contre le titulaire fautif.

17.2 Résiliation sans faute du titulaire

■ Résiliation pour motif d'intérêt général

En application des dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS, l'acheteur peut à tout moment résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Lorsque l'acheteur résilie le marché pour ce motif, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation.

Le titulaire peut également être indemnisé de la part des frais et investissements, engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées.

■ Résiliation pour force majeure

Conformément à l'article L.2195-2, l'IGN peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure. Dans ces conditions, la résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

Il est à noter que le cas de force majeure repose sur trois conditions cumulatives définies par la jurisprudence :

- Une condition d'imprévisibilité lorsque le titulaire se trouve en présence d'une difficulté matérielle imprévisible ;
- Une condition d'extériorité lorsque la difficulté ne provient pas du fait du titulaire ;
- Une condition d'irrésistibilité lorsque la difficulté est d'une ampleur ou d'une nature telle qu'elle rend l'exécution des obligations contractuelles impossible soit provisoirement, soit définitivement.

ARTICLE 18 – LANGUE DU MARCHÉ

La langue utilisée pendant la procédure et l'exécution du marché est le français.

ARTICLE 19 – NORMES

Le titulaire garantit que le résultat des prestations du marché obéit aux normes françaises ou équivalentes européennes ou internationales en vigueur au moment de la livraison. La mise en conformité à la réglementation est à sa charge.

ARTICLE 20 – LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 15.1 « pénalités pour retard » déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

L'article 15.2 « modalités d'application des pénalités » déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.